

I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement

Vers la neutralité carbone : quelle trajectoire d'investissement ?

Benoît LEGUET, Directeur général – I4CE ;
Membre, Haut Conseil pour le Climat

Institut Paris Région
*Webinaire « Zéro Emissions Nettes : l'Île de France face à l'exigence
de la neutralité carbone »*

15/12/2020

L'Institut de l'économie pour le climat

I4CE EN CHIFFRES

25 
Collaborateurs

40+ 
Événements par an

30+ 
Publications par an

5000+ 
Followers sur Twitter

+6 000 
Abonnés
à la newsletter

NOTRE MISSION

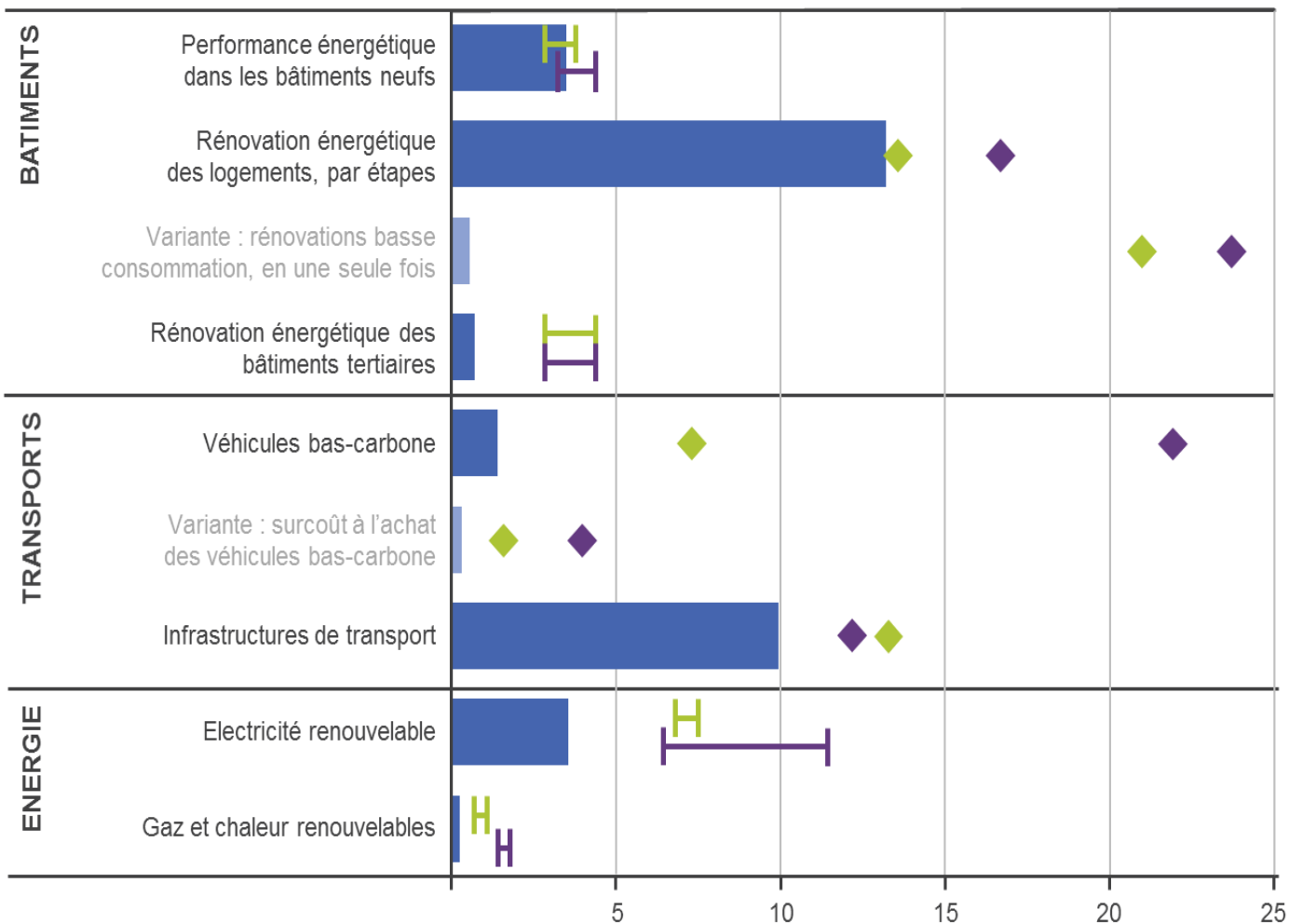
L'Institut de l'économie pour le climat est une association experte de l'économie et de la finance, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.

Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques liées au climat. Il rend aussi publiques des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

Atteindre la neutralité carbone : des besoins en investissements importants

Depuis 2015, le Panorama des financements climat en France donne le « gap » d'investissements

■ Historique 2015-2018 ■ Deuxième budget carbone, 2019-2023 ■ Troisième budget carbone, 2024-2028

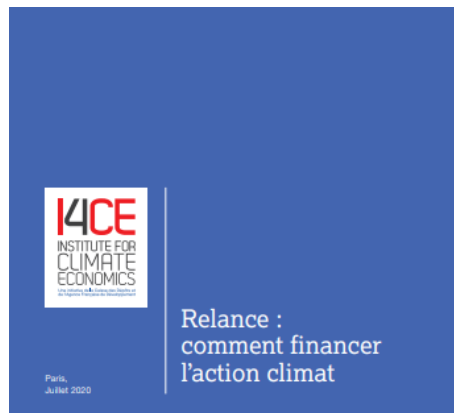


Entre 15 et 18 milliards d'euros supplémentaires nécessaires chaque année d'ici 2023,

Dont + 7 à 9 milliards d'euros annuels des pouvoirs publics d'ici 2023

Pour en savoir plus : [Panorama des financements climat](#)

Proposition d'un plan de financement de l'action climat, juillet 2020



Auteurs : Hadrin Hainaut | Maxime Ledez | Quentin Perrier | Barot Legaut
Patrice Geoffron, Université Paris Dauphine - PSL

Pour chaque secteur étudié,
une analyse des mesures et de leur financement

Résumé des effets de levier attendus

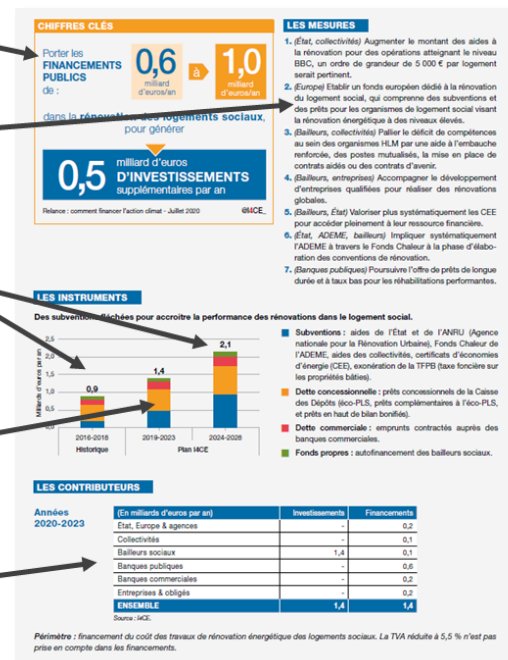
Mesures-clés destinées à améliorer le bilan économique des actions du point de vue des porteurs de projet

Progression des niveaux d'investissement en phase avec objectifs nationaux (SNBC, PPE)

Répartition des investissements par instrument, reflète notre évaluation de l'amélioration des conditions économiques

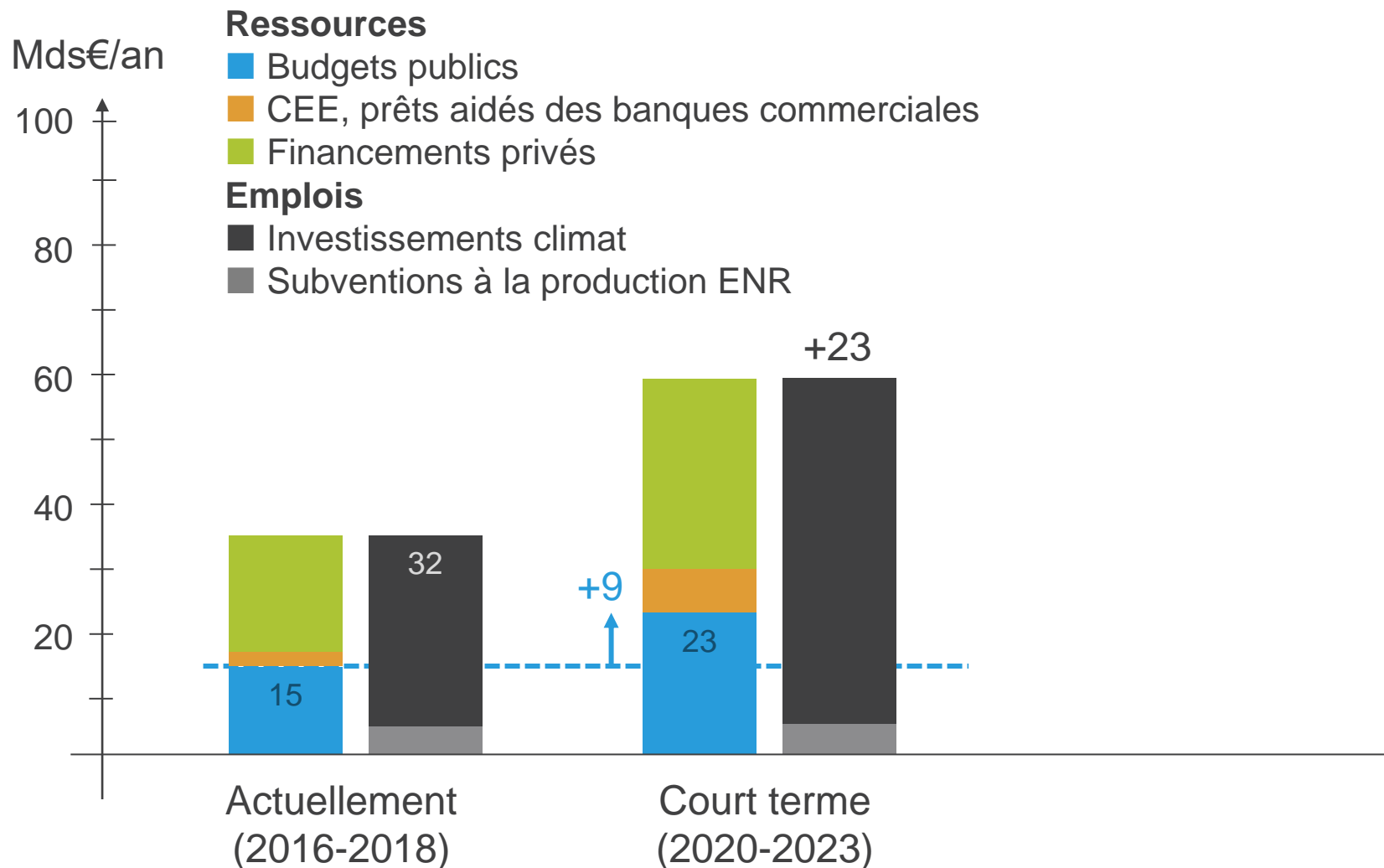
Répartition des investissements par type d'acteur économique contribuant au financement

Fiche détaillée pour chacun des 13 secteurs



Pour en savoir plus :
[Relance : comment financer l'action climat](#)

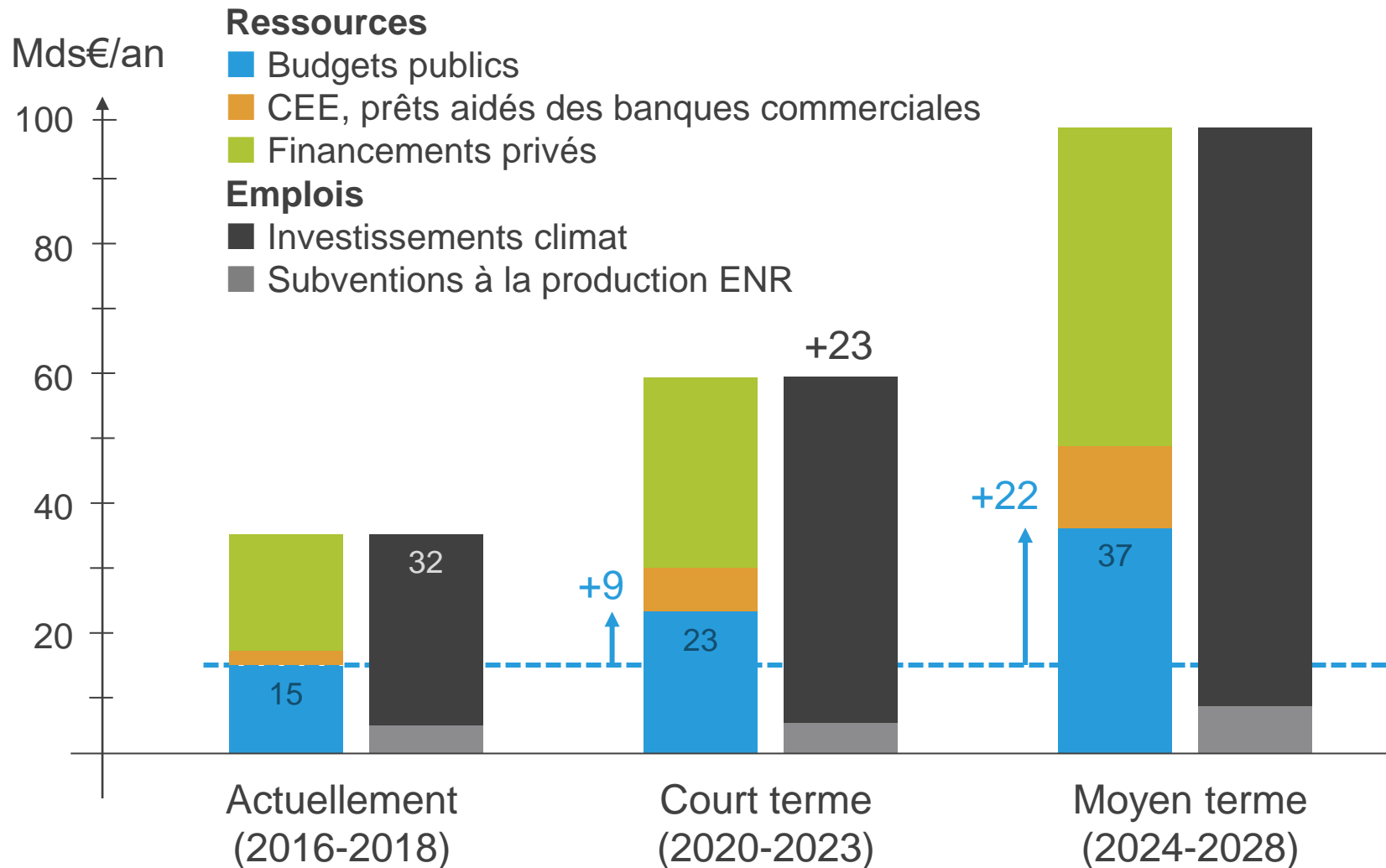
A court terme, un financement public additionnel de 9 Mds€/an suffirait à garder le cap sur les objectifs climat



Aujourd'hui, une impulsion publique est cruciale, modeste et sans regrets

- **Cruciale**, car sans aides les projets ne verront pas le jour
- **Modeste**, car l'argent public entraîne les financements privés (effet de levier)
- **Sans regret**, au regard des bénéfices attendus :
 - Contribution à la relance : stabiliser les marchés d'investissement, qui abritent 350 000 emplois d'après l'ADEME ;
 - A terme, un effet favorable sur l'activité (PIB), l'emploi (300 000 à 500 000 ETP supplémentaires à horizon 2030) et sur les finances publiques ;
 - Des coûts sociaux évités par la réduction de la pollution de l'air, ici et maintenant.

A moyen terme, le besoin d'argent public atteint 37 Mds€/an soit 22 Mds€ de plus qu'aujourd'hui – comment faire ?



L'argent, même public, ne fait pas tout



- Accompagnement des ménages, PME, collectivités
- Formation des professionnels
- Réglementation, normes
- Recherche

Le volet climat du plan de relance représente ~18 Mds € sur deux ans

Les montants prévus dans le plan de relance correspondent, dans les grandes lignes, aux besoins de financements publics additionnels qui avaient été identifiés par I4CE

Volet	Mesures	Montants
Rénovation énergétique	<ul style="list-style-type: none">• Rénovation des logements privés• Rénovation des bâtiments publics• Rénovation des logements sociaux• Rénovation des TPE/PME	6,7 Mds
Décarbonation de l'industrie	<ul style="list-style-type: none">• Décarbonation de l'industrie	1,2 Mds €
Mer	<ul style="list-style-type: none">• Verdissement des ports	200 M €
Infrastructure et mobilités vertes	<ul style="list-style-type: none">• Plan Vélo, projets de transport en commun• Plan de soutien au secteur ferroviaire• Verdissement du parc automobile de l'Etat• Aide à l'achat de véhicules propres	8 Mds €
Technologies vertes	<ul style="list-style-type: none">• Développement d'une filière d'hydrogène vert en France	2 Mds €
Total « climat »		18,1 Mds €

Ce n'est pas qu'une question de financements

« Jusqu'ici tout va bien » mais des points de vigilance demeurent

Points de vigilance sectoriels – voir nos analyses sectorielles accessibles via les liens ci-dessous

- **Bâtiment** – structuration d'une filière de rénovation globale, accompagnement des ménages
- **Hydrogène** – incertitudes sur les coûts et les usages de l'hydrogène décarboné
- **Ferroviaire** – des moyens encore insuffisants pour le fret
- **Mobilité** – mettre fin aux aides pour les véhicules thermiques ; préciser les objectifs du malus au regard de la norme européenne

Points de vigilance transversaux

- Besoins d'investissements calculés à partir de la **SNBC actuelle**
- S'assurer que les investissements publics réalisés aujourd'hui soient **adaptés** au climat de demain
- Soutenir les **capacités à investir et à structurer des projets** des porteurs de projet – notamment les collectivités locales et les opérateurs de réseaux
- **Suivre l'efficacité** de ces dépenses en termes de transformation de l'économie

Pour les collectivités : + 3,3 Mds€ de dépenses

(en milliards d'euros par an)	Investissements			Subventions à la production d'énergies renouvelables			Financements		
	Historique (2016-2018)	Court terme (2020-2023)	Moyen terme (2024-2028)	Historique (2016-2018)	Court terme (2020-2023)	Moyen terme (2024-2028)	Historique (2016-2018)	Court terme (2020-2023)	Moyen terme (2024-2028)
Fonds européens	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1 (-)	1,3 (+1,3)
État et agences	0,2	0,3 (+0,2)	0,4 (+0,2)	4,6	6,4 (+1,8)	8,6 (+3,9)	8,1	14,5 (+6,4)	25,2 (+17,1)
Collectivités territoriales	3,1	4,8 (+1,7)	6,2 (+3,1)	-	-	-	5,0	6,7 (+1,6)	9,0 (+3,9)
Bailleurs sociaux	1,4	2,0 (+0,6)	2,7 (+1,3)	-	-	-	0,1	0,2 (-)	0,2 (+0,1)
Gestionnaires d'infrastructures	7,4	9,5 (+2,1)	10,8 (+3,3)	-	-	-	<0,1	<0,1	<0,1
Banques publiques	-	-	-	-	-	-	3,5	5,9 (+2,3)	5,6 (+2,1)
ENSEMBLE PUBLIC NET DES DOUBLES-COMPTES	12,1	16,6 (+4,5)	20,1 (+8,0)	4,6	6,4 (+1,8)	8,6 (+3,9)	14,9	23,9 (+9,0)	37,4 (+22,4)

Et ne couvre pas tout : il manque notamment les actions d'adaptation au changement climatique

Comment les collectivités territoriales peuvent-elles financer ces +3,3 Mds euros annuels supplémentaires pour les actions climat ?

Réorienter les dépenses du « brun » vers le « vert » ? : Evaluation climat du budget

Cadre méthodologique public et ouvert

Paru en novembre 2020

Membres



Métropole



Ville



Métropole



Ville



Métropole
+ Ville

Soutiens



Financeurs



Et après ?

- Comprendre quels sont les besoins en dépenses des collectivités territoriales pour leurs actions vers la neutralité carbone et l'adaptation ?
(quoi, qui et combien ?)
- Comment ces besoins peuvent être financés ?
(réorientation, financements additionnels – fiscalité, recettes tarifaires, dotations, financements privés...)
- Où les modèles économiques doivent être repensés ?



Merci !